



Reconnaissance des Personnels Administratifs Il serait temps... NON !?!

COMMUNIQUÉ :

Les personnels administratifs attendent depuis longtemps, trop longtemps, une reconnaissance réelle de leurs missions et de leur expertise.

À la suite de la signature, en septembre dernier, du relevé de conclusions avec le Garde des Sceaux, plusieurs engagements concrets doivent entrer dans leur phase de mise en œuvre.

Malheureusement, nous devrions dire « auraient déjà dû » entrer dans leur phase de mise en œuvre.

À ce jour, la réalité est beaucoup moins brillante que les engagements annoncés.

1. Révision du RIFSEEP dans son entièreté :

La révision des textes relatifs au RIFSEEP constitue l'un des volets attendus de ce relevé de conclusions.

L'objectif est simple : mieux aligner l'indemnitaire avec les responsabilités exercées et les contraintes du terrain. Les ajustements prévus doivent permettre **une meilleure lisibilité des parcours et une revalorisation tangible, plutôt que symbolique.**

Une bilatérale... et beaucoup de points à obtenir

Dans la perspective de faire remonter nos revendications sur le RIFSEEP, **une réunion bilatérale pour FO Justice avec le Secrétariat Général s'est tenue le 4 novembre dernier.** Celle-ci a permis d'identifier les premières orientations et les points restant à préciser.

► **Afin de conduire ce chantier dans de bonnes conditions, nous demandons à minima :**

- le calendrier précis des travaux de mise en œuvre,
- la méthodologie,
- et les premiers arbitrages permettant de mesurer l'ambition réelle du chantier.

Ni visibilité, ni garanties, ni échéances

Impossible, dans ces conditions, de donner du crédit aux engagements pris

2. Plans de requalification : toujours rien sur la cartographie !

Les plans de requalification annoncés doivent ouvrir des perspectives d'évolution cohérentes avec la réalité du travail effectué par les personnels administratifs.



Le principe retenu : reconnaître les compétences, ouvrir des passerelles et garantir des voies de progression qui ne relèvent plus du parcours du combattant.

Pas un tableau, pas un plan, pas même un début de méthode !

Alors même que les premières promotions sont censées intervenir au 1^{er} janvier 2026, aucun travail de cartographie n'a débuté. Rien, pas même l'esquisse d'un calendrier.

Cela pose un problème simple : sans cartographie, pas de base sérieuse pour requalifier qui que ce soit !

À ce rythme, l'administration joue avec les délais comme si elle avait tout son temps. Ce n'est pas sérieux et c'est surtout **irrespectueux** pour les personnels concernés. Il sera difficile de croire que les objectifs fixés pourront être tenus.

Nous le disons clairement : il est urgent que l'administration cesse de perdre du temps et engage enfin les travaux préparatoires.

Nous le répétons, les Personnels Administratifs ne sont pas des variables d'ajustement !

3. Ce que nous attendons maintenant :

Nous demandons l'ouverture immédiate des travaux opérationnels, avec un suivi transparent, des délais tenus, et des retours concrets sur l'ensemble des points indemnitaires et statutaires annoncés.

FAIRE DES ANNONCES, C'EST BIEN. LES APPLIQUER, C'EST MIEUX !!!

- ▶ **FO Justice** est et sera là pour rappeler à l'administration ses obligations aussi souvent que nécessaire.
- ▶ **FO Justice** est et sera vigilant, constructif, incisif afin d'obtenir les résultats attendus.

Chaque engagement doit trouver une traduction réelle pour les collègues !

FO Justice demeure pleinement mobilisé pour poursuivre les échanges garantissant la traduction concrète des engagements pris et veiller à ce que les avancées annoncées se matérialisent dans les délais prévus, au bénéfice de l'ensemble des Personnels Administratifs !

FO Justice – le 20 Novembre 2025

